

PLAN GENERAL SIMPLIFIE DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

TRAVAUX DIVERS AU PALAIS DE LA BOURSE A LILLE



La présente opération est classée en niveau 3 ; en conséquence, un P.G.C.S et un P.P.S.P.S (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) sont requis, décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003.

En revanche, la présente notice à usage des entreprises complète le D.C.E.

Chaque entreprise et chaque sous-traitant tiendront compte de l'ensemble des dispositions qu'elle contient pour adapter son propre mode opératoire



d'intervention et intégrer l'incidence de ces prescriptions sur le prix de sa prestation.

Aucune dérogation ne sera accordée au titre de la sécurité, et nul ne pourra se prévaloir d'ignorer le contenu du présent document.

A ce propos, cette notice sera jointe à l'offre, signée par l'entrepreneur avec la mention "lu et accepté".

En outre, chaque entreprise s'engage à communiquer au personnel sur le chantier toutes les consignes qui résultent du respect de ces directives.

La société CODIAG se tient à la disposition de ceux qui souhaitent davantage de précisions avant d'établir leur offre :

PREAMBULE

Nous vous informons du fait que ces opérations seront réalisées en tenant compte des nouvelles dispositions de sécurité et de protection de la santé applicable aux opérations de bâtiment et de génie civil, issue de la loi n°1418 du 31 décembre 1993, et de ses décrets d'applications.

PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTIONS

La loi n°93 1418 du 31 décembre 1993 impose le respect de l'article L235-2 du Code du Travail.

Cet article traite des principes généraux de prévention :

- éviter les risques,
- évaluer les risques qui ne peuvent être évités,
- combattre les risques à la source,
- tenir compte de l'état d'évolution de la technique
- remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- planifier la prévention en y intégrant dans un ensemble cohérent l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle

A ce titre, nous attirons votre attention sur le fait que vous devrez organiser votre chantier en tenant compte des modalités de fonctionnement issues de ce texte.

Les entreprises qui ont besoin d'information concernant cette réglementation peuvent s'adresser à la Société CODIAG chargée de la Coordination Sécurité sur les chantiers.

NOTA. En cas de discordance entre les autres pièces du marché et le présent document qui entraînerait une incidence financière, le Maître d'Ouvrage donnera priorité au document qu'il jugera le plus adapté.

IMPORTANT : Un P.G.S est requis (Plan Général de coordination Simplifié)
De ce fait, les entreprises avec travaux à risques, G.O, travaux de soudures, d'étanchéité etc.... devront transmettre un P.P.S.P.S simplifié

**RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE
CHANTIER**

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OPERATION

Nom de l'opération

Travaux divers au palais de la bourse

Adresse du chantier

Place du Théâtre

Description sommaire du programme

- Dépose et rénovation des lanternes des façades, remise en état de l'enseigne
- Rénovation des contrôles d'accès
- Rénovation des parquets au 1^{er} étage

Calendrier général des travaux

- Durée : 4 mois
- Début des travaux : NC
- Fin des travaux : NC

COORDONNEES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

MAITRE D'OUVRAGE

CCI GRAND LILLE
Place du Théâtre
LILLE

MAITRE D'ŒUVRE

CCI GRAND LILLE
Place du Théâtre
LILLE

COORDONNATEUR SPS

CODIAG
5 Avenue de la Créativité
59650 Villeneuve d'Ascq
Tél. 06.79.93.75.16 – Fax : 09.70.62.70.14

LISTE DES LOTS

- Lot 1 Ferronnerie**
- Lot 2 Electricité**
- Lot 3 Contrôle d'accès**
- Lot 4 Parquet**

PRINCIPALES DISPOSITIONS D'HYGIENE ET DE SECURITE

DISPOSITIONS GENERALES	<p>Les entreprises respecteront impérativement les réglementations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Décret N° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié par décret N°95-607 du 6 mai 1995 et modifications. 	Toutes les entreprises
-----------------------------------	--	-------------------------------

DEMARCHES ADMINISTRATIVES	<p>Les entreprises feront leurs affaires personnelles de l'ensemble de toutes formalités ou demandes d'autorisations de toutes natures tant auprès de l'administration qu'auprès des services concédés.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déclaration d ' ouverture de chantier - D.I.C.T - Demande d'installation sur voie publique (benne, échafaudage, clôture, etc...) <p>Les entreprises seront tenues de tenir à disposition, sur le chantier, les registres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - registre d'observations à la disposition des travailleurs (décret du 08 01 1965 - registre de vérification des appareils de levage (arrêté du 09 06 1993) - registre de réception et de consommation d'explosifs (décret du 21 10 1981) - registre de vérification des installations électriques (décret du 14 11 1988) - registre de sécurité pour le matériel utilisé sur les chantiers de BTP (décret du 08 01 1965) - registre de vérification des appareils à pression (arrêté du 23 07 1943) 	<p>Toutes les entreprises</p> <p>en cas de besoin</p> <p>en cas de besoin</p> <p>en cas de besoin</p>
--------------------------------------	---	---

	registre des contrôles des locaux et installations à rayonnements ionisants (décret du 02 10 1986)	
ACCES	Par le 01 rue de la Clé	Toutes les entreprises
STOCKAGE	Dans le cas de stockage sur site (bennes, matériaux, matériel) cette zone sera balisée et clôturée.	Toutes les entreprises Voir C. C. T. P.
VEHICULES	Les véhicules d'entreprises devront stationner en respectant scrupuleusement le code de la route (à l'extrémité du chantier).	Toutes les entreprises
CANTONNEMENT	Sanitaire 1 pour 20 travailleurs Lavabos 1 pour 5 travailleurs (sur place) Pour le reste, les équipements réglementaires (vestiaires, réfectoire) seront requis et à la charge des entreprises retenues.	La CCI met à disposition « la petite maison »
EAU et EDF	<ul style="list-style-type: none"> - Demande et installation d'un point d'eau potable et une alimentation en 220 V - Les consommations sont prises en charge par le Maître d'Ouvrage. 	Mis à disposition par le Maître d'Ouvrage
ECLAIRAGE DU CHANTIER	Eclairage des zones sombres, et en cas de travail de nuit.	Toutes les entreprises
PROTECTION INCENDIE	L'entrepreneur prend toutes responsabilités relatives aux produits qu'il met en œuvre sur le chantier. Tous les dispositifs de prévention et de lutte contre les incendies sont à	Toutes les entreprises

	sa charge là où les installations en place sont d'une efficacité insuffisante de par leur localisation. Utilisation d'extincteurs portatifs et <u>obligation de permis de feu</u> (demande à faire auprès du maître d'ouvrage de l'opération).	
ACCUEIL DES ENTREPRISES	Une réunion préparatoire est prévue avant le démarrage des travaux.	Toutes les entreprises
SOUS-TRAITANCE	Il est rappelé que les sous-traitants sont soumis aux mêmes dispositions en matière de sécurité que l'entreprise générale. Leurs relations avec le coordonnateur SPS sont directes, sans intermédiaire.	Toutes les entreprises
APPEL DES SECOURS	Un téléphone sera mis en place dans un local accessible à l'ensemble du personnel pour appel au secours en cas d'accident. Les consignes et la liste des numéros d'urgence y seront apposées.	Sur le site Toutes les entreprises
AMIANTE	S.O.	
ZONE DE TRAVAIL	Balisage de la zone de travail par clôtures métallique pleine ht 1,00ml	Toutes les entreprises
DECHETS	Evacuation des gravats chaque jour ou au maximum tous les deux jours. Respecter les réglementations en vigueur (stockage, transport) Rappel : pas de brûlage sur le chantier.	Toutes les entreprises

PROTECTIONS INDIVIDUELLES	<p>Les entreprises devront mettre à disposition sans réserve, ni restriction les protections individuelles nécessaires et réglementaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Casque obligatoire sous zones à risques de chutes d'objets. • Chaussures de sécurité obligatoires • Lunettes de protection obligatoires lors de travaux de meulage ou de tronçonnage • Harnais avec dispositifs antichute lors de la mise en place de protection collective ou lorsque la situation du poste de travail ne permet aucune autre protection. 	Toutes les entreprises
PROTECTIONS COLLECTIVES	<p>Dans tous les cas, une protection collective sera obligatoirement préférée à une protection individuelle. (suivant loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 application des principes généraux de prévention)</p>	Toutes les entreprises
TRAVAIL EN HAUTEUR	<p>Le travail à l'échelle est interdit. Seuls des échafaudages seront utilisés. Echafaudages de pied conformes à la norme NF HD 1000 Echafaudages roulants conformes à la norme NF HD 1004 Plates-formes individuelles roulantes conformes à la norme NF P 93 352 et NF 93 353 Nacelles et plates-formes élévatrices conformes à la norme NF E 52 610 Les entreprises devront mettre des clôtures type HERAS au droit de</p>	Toutes les entreprises

	<p>leur zone de travail et d'échafaudage.</p> <p>Le personnel devra pouvoir présenter au CSPS leur attestation de formation de montage et démontage d'échafaudage.</p>	
ACCES AUX ZONES DE TRAVAIL ELEVEES	<p>Dans le cas d'emploi d'échelle, cette dernière ne sera utilisée que comme moyen d'accès et non comme poste de travail.</p> <p>Elle sera toujours arrimée en partie haute au support sur lequel elle s'appuie et calée en partie basse.</p>	Toutes les entreprises
LEVAGE DES MATERIAUX	<p>On utilisera de préférence des nacelles élévatrices ou monte matériaux motorisés. Ceux-ci seront neutralisés après chaque usage, et en tous cas le soir après le départ des ouvriers.</p>	Toutes les entreprises
NETTOYAGE	<p>Un nettoyage journalier de la zone de travail et des abords est à la charge de l'entreprise</p> <p>L'évacuation des déchets, gravats, et autres détritrus se fera par le moyen que l'entreprise jugera le mieux adapté, et à ses frais.</p> <p>Une benne pourra être stockée avec l'accord du maître d'ouvrage et suivant directives du CCTP (benne à l'intérieur du chantier avec mise en place de clôture).</p>	Toutes les entreprises
D.I.U.O.	<p>Conformément à la loi N°93 1418 du 31 12 1993, l'entreprise aura à fournir à CODIAG tous les documents qui permettront la constitution du D.I.U.O.</p> <p>Rappelons que le D.I.U.O. est</p>	Toutes les entreprises

	composé : <ul style="list-style-type: none"> • des fiches d'interventions • du D.O.E., • des notices et toutes documentations techniques relatives aux matériels et appareils posés sur le chantier, • du dossier de maintenance • des contrats d'entretiens 	
--	---	--

REGISTRE-JOURNAL	<p>Le Registre-Journal sera en permanence dans le local du responsable.</p> <p>Il est demandé à l'entreprise de répondre dans la colonne qui lui est réservée aux observations du coordonnateur SPS.</p> <p>Chaque entreprise désignera dans son PPSPS, une personne présente sur le chantier et qui pourra signer le registre journal.</p>	Toutes les entreprises
-------------------------	---	-------------------------------

DISPOSITIONS PARTICULIERES	Les travaux des lanternes s'effectueront à l'aide de nacelle, la zone sera obligatoirement balisée avec de la barrière de ville .	Lot 1 et 2
	Lors des travaux de parquet un balisage avec potelets et chainettes sera mis en place	Lot 3

ORGANISATION DES SECOURS

MOYENS D'APPEL DES SECOURS

- téléphone situé dans le bureau du chef de chantier,
- le chef de chantier aura les clefs pour accéder au téléphone
- il sera affiché, près de celui-ci, la liste des numéros à appeler en cas d'urgence (afficher une copie)
- les consignes devront être affichées dans tous les lieux de travail et dans les locaux sociaux.

SECOURISTES DU TRAVAIL

- sur le chantier, un secouriste du travail est requis par tranche de 20 personnes.
- Il devra être parfaitement reconnaissable sur le chantier et devra être en mesure de fournir aux organismes de prévention son certificat initial ou son recyclage.
- Une boîte de secours sera obligatoirement mise en place dans le bureau du chantier.

LISTE DES NUMEROS D'URGENCE

SAMU	15
AMBULANCE POULAIN	03 20 75 50 33
AMBULANCE METROPOLE SERVICES	03 20 89.71.92
SOS MAINS ET DOIGTS	03 20 95 75 00
CENTRE ANTI POISONS	03 20 44 44 44
POMPIERS	18
POLICE SECOURS	17
EDF SECURITE DEPANNAGE	0 810 333 159
GDF SECURITE DEPANNAGE	0 810 433 059
SERVICE DES EAUX DU NORD	03 20 49 40.40
Service de garde	03.20.49.41.00
METEO France (Villeneuve d'Ascq)	08.92.68.02.59
France TELECOM - Professionnels	10.16
Agence	10.14
COORDONNATEUR DE SECURITE Cédric VAN HEUVERSUYN	06.79.93.75.16

LISTE DES ORGANISMES DE PREVENTION

OPPBTP

340, Avenue de la Marne
Parc Château Rouge
59700 MARCQ EN BAROEUL
Tel.03.20.52.13.14
Fax.03.20.52.64.76

CARSAT

11, Allée Vauban
59661 VILLENEUVE D'ASCQ -
Tel.03.20.05.65.16
Fax.03.20.05.63.40

INSPECTION DU TRAVAIL

77, rue Léon Gambetta
59800 – LILLE -
Tel.03.20.12.55.55

**PRINCIPALES REFERENCES DE LA
REGLEMENTATION APPLICABLE A CETTE
OPERATION**

Décret du 20 03 79 : formation à la sécurité

Décret du 09 03 92 : manutention manuelle

Loi du 31 12 93 N° 1418 : chantiers temporaires et mobiles art. L 235.6

Décret du 26 12 94 N° 94 1159 : intégration de la sécurité et organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil, art. R 238.20 à R.238.25

Loi du 31 12 91 N° 91 1414 prévention des risques professionnels

Décrets 92.765, 92.766, 92.767, 92.768 du 29 07 92 : équipement du travail, moyens de protection

Décrets 93.40, 93.41

Circulaire DRT du 22 09 93 n° 93.22

Instruction DRT du 18 03 93 N° 93.13

Recommandations de la CRAM

Décret N° 65.48 du 08 01 65 : Mesures de protection et de salubrité dans le bâtiment et les travaux publics, modifié par décret N° 95.608 du 6 mai 1995

Décret N° 88.1056 du 14 11 88 : électricité

Décret N° 96.98 du Ministère du travail (modifié par décret N°96.1132 et décret N° 97.1219) relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante

Circulaire du 9 janvier 1997 : élimination des déchets d'amiante, ciment.

Arrêté du 4 avril 1996 : interdiction de faire appel à des travailleurs intérimaires ou sous contrat à durée déterminée pour toutes activités liées à l'amiante

Décret N° 2006-1386 du 15 11 06 : Interdiction de fumer dans les lieux publics.

Code du travail,
Code de la Route,
Code Civil
Code Pénal,
Code Administratif.

A Villeneuve d'Ascq, le 20 Novembre 2023

(Lu et accepté, signature, cachet entreprise)